

Pendant ce temps, la guerre du pétrole ne faiblit pas...

Par **Guillaume ALMERAS**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

En 2014, le prix du pétrole a commencé à enregistrer une chute brutale. Aujourd'hui, par rapport à juin 2014, il affiche encore une baisse de plus de 50 %. Ce qu'on a nommé le « troisième choc pétrolier », commencé en 2007, avec un baril autour de 110 \$, s'est donc bien achevé.

Compte tenu des enjeux, l'évolution des cours est bien entendue scrutée avec une particulière attention et le moindre signal et événement - comme la réunion de l'OPEP à Alger le 27 septembre 2016 - sont susceptibles d'être sur-interprétés. A court terme, cependant, l'évolution des marchés paraît largement aléatoire et les explications frôlent la tautologie : si les cours baissent, c'est que l'offre dépasse la demande.

Beaucoup d'observateurs s'entendent ainsi pour dire que, depuis juin 2014, le retournement des cours du pétrole correspond à une surproduction, conditionnée tout à la fois par le ralentissement de l'économie mondiale, en particulier chinoise, ainsi qu'à une forte augmentation de l'offre. Pourtant, depuis 2014, l'offre a continué à croître et la demande avec elle.

En août 2016, l'OPEP a encore augmenté sa production pétrolière à 33,47 millions de barils/jours. Début septembre, un accord de principe a été conclu entre l'Arabie saoudite et la Russie sur une réduction. Et le 27 septembre, à Alger, l'Organisation est parvenue à s'entendre sur un objectif de réduction de sa production. Il n'en fallait pas plus pour que la presse parle d'accord « historique » et salue « l'incroyable succès diplomatique » d'Alger. En fait, il ne s'est rien passé de tel ! La réduction convenue est toute symbolique : 700 000 barils par jours, pour que la production se situe entre 32,5 et 33 millions de barils. Il suffit de rappeler qu'en juin 2014, alors qu'une suroffre était constatée sur les marchés, la production des pays membres de l'OPEP atteignait 29,9 Mbj...

Pour comprendre les évolutions des cours, il faut revenir à l'origine de la baisse, c'est-à-dire à la volonté de l'Arabie saoudite, ce « *swing Producer* », connu pour ses capacités à gérer les flux de production en fonction des niveaux de prix et qui compte pour près de 31 % de la production de l'OPEP, de ne pas baisser sa production malgré la situation d'offre excédentaire. Il faut plutôt raisonner en termes stratégiques et parler d'une guerre des prix lancée par l'Arabie saoudite, avec trois enjeux principaux : protéger ses parts de marché en Asie, briser l'élan du pétrole de schiste d'Amérique du Nord et entraver le rétablissement économique de l'Iran.

A ce stade, aucun de ces trois enjeux n'a véritablement été gagné. Pour autant, il est difficile d'imaginer que l'Arabie saoudite puisse restreindre brusquement sa production, dans la mesure où ce serait, à travers la remontée des cours qui suivrait, faire à d'autres producteurs (Iran, Russie), un cadeau inespéré. Même si dans une guerre des prix, comme dans toute guerre, la raison est parfois oubliée, il est plus raisonnable de penser que l'Arabie saoudite tentera de piloter sa production pour que les cours se situent dans un tunnel qui ménage ses réserves, sans favoriser par trop ses concurrents, soit entre 40 et 70 \$ le baril.

En 2007, la France lançait un projet d'Union pour la Méditerranée, fondé sur l'idée que les pays des rives sud et est du Bassin trouvent ceux de la rive nord pour principaux et plus naturels partenaires. A l'époque, certains alertèrent néanmoins sur le fait que des pays comme l'Egypte, la Jordanie ou le Liban se détournent de l'UE, pour regarder vers l'Asie et se lier encore plus fortement aux Etats du Golfe. Ils ne furent guère écoutés. Aujourd'hui, néanmoins, ces trois pays apparaissent comme de véritables satellites de ceux du Golfe. Et, si la baisse des cours pétroliers perdure, cette même orientation pourrait concerner aussi bien le Maghreb demain, dont deux pays, un exportateur d'hydrocarbures, l'Algérie, et un importateur net, la Tunisie, pourraient n'avoir d'autre choix, avant cinq ans, qu'entre les créanciers du Golfe et le FMI.

Quant au Maroc, force est de constater que son ancrage avec l'Europe du Sud, non seulement ne lui pas permis un véritable décollage économique ces quinze dernières années mais représente aujourd'hui un risque important. Pour le dire rapidement, le principal risque que coure aujourd'hui l'économie marocaine est d'être solidement accrochée à un pays en situation de plus en plus fragile, la France, dont la croissance est arthritique et qui, ayant de grandes difficultés à engager des réformes, finance depuis des années par la dette extérieure des dépenses publiques dont le montant dépasse désormais celui de son PIB marchand. Un pays dont le risque d'effondrement ne peut plus ainsi être négligé.

En regard, pour équilibrer ses comptes extérieurs, le Maroc a besoin de créanciers en dernier ressort qu'il ne peut guère trouver que dans le Golfe. Des créanciers dont les largesses, ne peuvent néanmoins que se réduire dans le contexte de cours pétroliers bas. En 2015, le Maroc n'aurait ainsi reçu que 2 milliards de dirhams en dons de la part du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cependant, 13 milliards de dirhams de dons avait été budgétés au titre de la Loi de Finances de 2015, de la part du CCG. Si elle devait durer, la situation actuelle devrait ainsi pousser le Maroc à se rapprocher davantage des pays du CCG, y compris sous les aspects politiques et sans doute culturels.

En cas de baisse durable des cours du pétrole, on conçoit facilement que les pays importateurs nets de pétrole en bénéficient. Tandis que les pays exportateurs dont, dans la région MENA, la plupart tirent plus de 80 % de leurs revenus du pétrole, perdent à la fois leurs principales recettes d'exportation et budgétaires. Cela se comprend facilement, pourtant rien n'est aussi simple. Les pays importateurs de pétrole peuvent également souffrir de la chute des cours du baril. Et, généralement, ils en subissent les conséquences plus rapidement que les pays exportateurs.

Pour l'appréhender, il n'est pas possible de se fier uniquement aux indicateurs macroéconomiques globaux, tels que la croissance du PIB. La grille d'analyse doit être affinée. Et pour estimer la résilience ou, au contraire, la vulnérabilité d'une économie aux fluctuations des cours du pétrole, il convient de tenir particulièrement compte des interdépendances géographiques et monétaires. Enfin, le facteur démographique doit être pris en considération pour estimer le caractère plus ou moins soutenable du financement de la croissance.

*

Derrière les évolutions actuelles des cours pétroliers, il y a ainsi l'enjeu stratégique, pour l'Arabie saoudite, de s'affirmer comme l'acteur mondial majeur capable de décider des cours du pétrole, en consolidant ses marchés avec les principaux pays importateurs, notamment à travers des partenariats en *joint-ventures*, tout en développant ses propres capacités industrielles. Une fois ce positionnement conquis, l'Arabie saoudite pourrait engager une véritable diversification économique et devenir le leader incontesté du monde arabe. La crise actuelle peut ainsi être vue comme la revendication d'un statut de grande puissance de la part de l'Arabie saoudite ; laquelle ne trouve plus, au plan régional, que l'Iran, comme pays capable de s'opposer à elle.

Car l'Iran, de fait, a les moyens de répondre à l'Arabie saoudite. C'est en effet une conséquence assez paradoxale de sa mise au ban internationale par les puissances occidentales et des mesures d'embargo que l'Iran a subi à partir de 1996 : compte tenu de sa situation économique actuelle, son retour sur la scène internationale ne peut qu'être gagnant pour l'Iran, quel que soit le niveau des cours pétroliers ! Autant dire que l'Iran est à même de relever l'épreuve de bras de fer que lui a tendu l'Arabie saoudite. Autant dire, également, que cela ne fera qu'alourdir les contentieux qui existent avec cette dernière. L'évolution des cours pétroliers et les impacts qu'elle est susceptible d'avoir sur les économies de la région doivent être saisis dans ce contexte.

Guillaume ALMERAS

Consultant indépendant,

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil